

EuropaNova
Action pour une Europe politique

REVUE DE PRESSE

2016



EuropaNova
contact@europanova.eu
64bis, avenue de New York 75016 Paris

REVUE DE PRESSE

2016

SOMMAIRE

Mayday! Il faut sauver le soldat Europe! tribune co-signée, <i>L'Opinion</i> (8 mai 2016)	3
Réinventons l'Europe, l'appel de personnalités européennes tribune co-signée, <i>Le JDD</i> (25 juin 2016)	4
L'Europe ne sera jamais plus la même ! tribune co-signée, <i>Le Huffpost</i> (27 juin 2016)	7
L'Union européenne : Etat des lieux et propositions concrètes tribune co-signée (4 juillet 2016)	9
Une plate-forme civique pour l'Europe Guillaume Klossa, <i>Ouest France</i> (15 octobre 2016)	10
Michel Barnier appelle à mutualité l'effort de la défense en Europe Euractiv (15 octobre 2016)	11
Britain & the EU 2017 and beyond (22 novembre 2016)	15

«Mayday! Il faut sauver le soldat Europe!»

L'Opinion 08 mai 2016

Europe en détresse. 508 millions de personnes à bord. Personne ne répond plus. Demandons assistance immédiate. Candidats à la présidentielle, médecine il faut sauver l'Europe?!

Une union en désunion

De crise en crise, ambulance le projet européen a dérivé d'une union dans la diversité en une désunion dans l'adversité. Chaque crise porte en elle la dislocation?: la crise grecque a jeté une lumière crue sur la désunion économique et monétaire, la crise des réfugiés est en train de sceller la mort de Schengen avec le retour en force des frontières, la crise d'adhésion autour du Brexit consacre déjà, quelle que soit son issue, le démantèlement affectif – si ce n'est effectif – de l'Europe.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ne répondent plus « Mes pouvoirs sont limités. Il est temps que les chefs d'Etat et de gouvernement prennent leurs responsabilités », confesse Donald Tusk. Ainsi, même le Président du Conseil européen tire la sonnette d'alarme sur son impuissance face à cette « polycrise » existentielle, en enjoignant aux leaders européens de redonner vie à l'Europe. C'est parce que « nous sommes comme à la veille de la Première guerre mondiale » (ces paroles sont de Donald Tusk, à la suite du Conseil européen des 17 et 18 mars dédié à la crise des réfugiés et au Brexit), qu'EuropaNova appelle les candidats à la présidentielle à (re)faire de l'Europe un rêve, et d'un rêve une réalité.

Refaites de l'Europe un rêve...

En 2017, l'Union européenne célébrera son 60e anniversaire. Si certains espèrent secrètement la voir battre en retraite, nous lançons publiquement l'offensive pour sa renaissance?!

Parce que l'histoire le commande. Par son œuvre en faveur de l'unité de l'Europe, la France et ses cinq alliés fondateurs ont posé les jalons d'un projet humaniste et politique inédit pour un monde moins divisé et plus harmonieux. Vous, candidats, ne devez pas l'oublier. Les chemins que ces pays ont ouverts, ce n'est certainement pas à vous de les refermer.

Parce que si la voix de la France est encore écoutée dans le monde, c'est aussi grâce à l'Europe.

Vous, candidats, ne devez pas l'oublier. Nous avons le devoir de construire une Europe de la culture, de l'éducation, de l'excellence des secteurs de la recherche et de l'innovation, de l'énergie... Autant de domaines dans lesquels les Etats doivent renforcer leurs coopérations.

Parce que l'Europe est sans doute l'une des seules solutions constructives au besoin criant de régénération de notre vivre-ensemble à l'échelle nationale?! Mais « une fois l'Europe faite, il va falloir faire les Européens », car une communauté politique ne va pas sans un sentiment d'appartenance, sans une prise de conscience par les citoyens des bienfaits d'une adhésion fédératrice au projet européen, comme nous le rappelle Romano Prodi. Vous, candidats, ne devez pas l'oublier.

...et d'un rêve une réalité

L'avenir de la France est indissociable de celui de l'Europe. Vous, candidats, proposez-lui un projet fédérateur et fixez-lui un cap européen dont découleront toutes les autres orientations politiques.

Tout ne se résoudra pas avec l'Europe mais rien ne se fera sans l'Europe. Et c'est pour veiller à ce que celles et ceux qui prétendent à la magistrature suprême ne négligent pas l'Europe, ou pire, qu'ils n'en fassent le bouc émissaire idéal de tous les maux de la France et des Français, qu'EuropaNova a décidé de lancer une agence de notation des programmes des candidats sous l'angle européen.

Vigies citoyennes venues d'horizons divers, nous nous assurerons ainsi que ce sujet central ne sera pas – comme il l'est depuis trop longtemps et sans doute de plus en plus souvent – le parent pauvre du débat politique. Voilà pourquoi nous vous invitons, vous candidats à la présidentielle, à répondre à cet appel en proposant votre vision de l'Europe de demain.

L'Europe est en péril. Candidats, il est urgent de la sauver?!

Réinventons l'Europe, l'appel de personnalités européennes

Le JDD 25 juin 2016

APPEL - Initiée par Guillaume Klossa, fondateur d'EuropaNova, rejoint par des centaines de personnalités européennes, et avec l'encouragement de François Hollande, cette "feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne" est publiée conjointement par le Journal du Dimanche (France), Bild am Sonntag (Allemagne), Le Soir (Belgique), La Stampa (Italie), Publico (Portugal), Tageblatt (Luxembourg) et la Gazeta Wyborcza (Pologne).

"Nous respectons le vote des citoyens britanniques, et nous le regrettons. Mais il est crucial de ne pas laisser le Brexit détourner notre énergie. Tout au contraire, il peut et doit servir à la raviver. Les Européens doivent se réinventer, et relever des défis collectifs considérables.

Le moment est venu de relancer l'Appel publié simultanément le 9 mai dernier dans une dizaine de pays européens à l'initiative de personnalités très diverses de la société civile, de la culture et de la politique. Ce texte propose 'une feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne', applicable dès l'automne prochain et axée autour de six initiatives concrètes :

1. Un renforcement de la démocratie et de la culture civique européenne ;
2. Une nouvelle étape en matière de sécurité, de défense et de protection civile des citoyens européens
3. Une stratégie pour accueillir, intégrer et, le cas échéant, préparer les conditions de retour à plus long terme des réfugiés dans leur pays
4. Une nouvelle politique industrielle européenne, fondée sur une croissance décarbonée, capable de moderniser notre économie et de créer massivement des emplois de proximité
5. L'achèvement de la zone euro, pour qu'elle fonctionne efficacement, et non comme une machine à accroître les inégalités
6. La création d'un Erasmus des collégiens, qui rassemblera tous les jeunes d'une même génération.

"Une réappropriation rapide du projet européen par nos concitoyens"

Le retentissement de cet appel a été considérable. Des citoyens nous ont apporté leur soutien, des parlementaires y voient une base de relance de l'Union, des organisations de la société civile en font le cœur de leur réflexion, des chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président de la République française, nous ont invités à les rencontrer.

Notre ambition est de contribuer à une réappropriation rapide du projet européen par nos concitoyens, dans l'intérêt général de tous. Nous dessinons ainsi notre futur commun. La feuille de route est ambitieuse, concrète, réaliste, centrée sur les besoins et les préoccupations des citoyens. Sans sa mise en œuvre rapide, le décrochage entre les institutions européennes et les Européens va s'accélérer, premier pas vers une possible implosion de l'Union. Une régression sans précédent menace nos démocraties."

"Donnons à l'Union les compétences pour améliorer durablement nos vies"
Dans un monde traversé par des défis géopolitiques, sécuritaires, migratoires, climatiques ou économiques transnationaux, une Europe unie et puissante est plus nécessaire que jamais. Respectueuse des diversités nationales, garante des droits fondamentaux, capable d'intégrer les immigrants, de créer des emplois, de réduire les inégalités et d'influencer le cours du monde, l'Union européenne doit devenir une grande puissance démocratique, culturelle, écologique et économique, dans un monde multipolaire où les Européens ne représenteront bientôt plus que 5% de la population totale. C'est la condition pour que nos concitoyens reprennent confiance en l'avenir.

Voilà dix ans que les opposants au projet européen saturent l'espace public. Ils critiquent pêle-mêle l'inaction de l'Europe en matière de sécurité, de politique étrangère ou de défense, alors que c'est eux-mêmes qui lui ont refusé les moyens d'agir. Rompons ce cycle absurde! Donnons à l'Union les compétences pour améliorer durablement nos vies.

Six initiatives, six urgences. Au-delà, nous voulons aussi des institutions européennes plus efficaces. Que le Parlement européen prenne, au bon moment, l'initiative d'une convention ouverte et transparente, et engage le débat avec la société civile. Il faut adapter les traités aux enjeux de notre temps. Nous aboutirons ainsi à un nouveau traité, qui permettra aux pays qui le souhaitent d'avancer ensemble.

Pour que notre ambition se concrétise, nous avons besoin que vous, citoyens de nos pays de l'Union, vous vous empariez de notre initiative : débattiez, contredisez ou complétez nos propositions. L'Union européenne doit redevenir l'affaire de tous, et non l'affaire de ceux qui veulent la détruire. Seul un tel mouvement citoyen donnera à nos gouvernants le courage d'agir. Nous invitons tous ceux qui partagent cette conviction à nous rejoindre. Commençons ensemble un grand dialogue européen sur ce que nous

attendons de l'Union européenne, pour qu'elle puisse profiter à nous tous, maintenant!"

Rejoignez-nous et signez la feuille de route sur www.m9m.eu

Les co-auteurs de la Feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne sont :

Guillaume Klossa (FR), auteur, initiateur de la feuille de route, fondateur d'EuropaNova, ancien sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen)

László Andor (HU), économiste, ancien commissaire européen

Lionel Baier (CH), réalisateur

Michel Barnier (FR), ancien ministre des Affaires étrangères, ancien vice-président de la Commission européenne, Parti Populaire européen

Mercedes Bresso (IT), parlementaire européenne, ancienne présidente du Comité des Régions

Elmar Brok (DE), président de la Commission des Affaires étrangères, Parti Populaire européen Parlement européen

Daniel Cohn-Bendit (FR-DE), ancien président du groupe "Les Verts", Parlement européen

Philippe de Buck (BE), ancien directeur général de BusinessEurope, membre du Comité économique et social européen

Georgios Dassis (GR), syndicaliste, président du Comité économique et social européen

Paul Dujardin (BE), directeur général du Palais des Beaux-arts (BOZAR) de Bruxelles

Joschka Fischer (DE), ancien Ministre des affaires étrangères et vice-chancelier d'Allemagne

Cynthia Fleury (FR), philosophe

Felipe Gonzalez (ES), ancien premier ministre, ancien président du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen)

Danuta Hübner (PL), ancienne commissaire européenne, présidente de la commission des affaires constitutionnelles, Parti Populaire Européen, Parlement Européen

Catiuscia Marini (IT), Présidente du groupe socialiste au Comité des Régions, Présidente de la région d'Ombrie

Robert Menasse (AT), écrivain

Christophe Leclercq (FR), entrepreneur dans le monde des médias et fondateur d'EurActiv

Jo Leinen (DE), président du Mouvement européen, député, Parlement européen

L'Europe ne sera jamais plus la même !

Huffpost 27/06/2016

Au lendemain du "Out" britannique, un constat s'impose: l'Europe ne sera plus jamais la même.

Bien sûr, il faudra sans doute des années pour que le successeur de David Cameron défasse les innombrables liens qui unissent le Royaume-Uni à l'Union européenne et, en ce sens, la sortie ne se fera pas en un jour. Mais cette analyse technique n'a que peu de poids face à la portée symbolique du vote venu d'outre-Manche. Tout pays peut désormais envisager la sortie, et la construction européenne -processus que d'aucuns pensaient irréversible- vient de connaître un coup d'arrêt brutal.

Au fond, les promoteurs de la construction européenne n'ont jamais mesuré l'ampleur du désamour ressenti par les peuples, en dépit des multiples avertissements envoyés depuis 1992. Malgré les efforts engagés par les institutions, tant sur le plan de l'approfondissement démocratique que de l'incarnation, ses représentants ne sont pas parvenus à doter leur action d'une charge émotionnelle suffisante. Et on ne construit pas de projet politique pérenne sans sentiment d'appartenance, de protection, ni de symboles partagés. La rhétorique pro-européenne s'est, depuis des décennies, appuyée sur une logique purement rationnelle et révélée inapte à communiquer de façon positive sur les actions engagées. La campagne qui s'est achevée hier en Grande-Bretagne a été emblématique de cette incapacité. Tandis que Boris Johnson et Nigel Farage flattaient les singularités nationales et invitaient les citoyens à reprendre leur destin en main, les partisans du "In" n'ont pas su démontrer les apports de l'intégration, préférant dénoncer le saut dans l'inconnu. Mais, dans le débat démocratique, cette rhétorique de la peur est de peu de secours face à celle de "l'empowerment".

Le 23 juin 2016 restera sans doute dans les livres d'Histoire comme le jour où les Européens ont pris enfin conscience de la fragilité et de la contingence de leur projet politique. Il faut désormais leur donner des raisons de s'attacher à ce qu'ils ont désormais peur de perdre.

Dans les états-majors politiques comme sur les plateaux de télévision, la "refondation" de l'Europe est sur toutes les lèvres. Mais refonder, qu'est-ce à dire? Si cela consiste à proposer un nouveau traité selon la même approche "top down", fait de quelques aménagements institutionnels, autant le dire tout de suite: nous allons droit dans le mur. Le traité du nouveau départ ne peut pas venir d'en haut comme une Charte octroyée par les monarques d'autrefois. Concevoir l'Europe du 21ème siècle, c'est d'abord souscrire à l'idée qu'il appartient aux citoyens (et non aux dirigeants) de poser la première pierre de sa refondation. Et, pour cela, il nous faut mettre en place au plus vite des mécanismes de démocratie directe, y compris au moyen d'outils numériques. Le projet politique européen constitue une construction sui generis, il est grand temps de le cimenter grâce à des outils démocratiques d'avant-garde.

L'urgence sera, en parallèle, de lancer un certain nombre d'initiatives stratégiques, comme nous l'avions réclamé dans notre appel du 9 mai. En matière de défense et de sécurité, de rapprochements fiscal et social, de relance de l'investissement ou d'accueil des réfugiés, l'Union européenne et ses Etats membres doivent désormais passer des paroles aux actes. A plus court terme, nous souhaitons que nos candidats français de 2017 s'emparent de ces débats et ne fassent pas du "volet européen" le parent pauvre de leur programme. C'est la raison pour laquelle EuropaNova a décidé, au delà de sa propre contribution, de lancer une agence de notation des programmes des candidats sous l'angle européen, afin de les inviter à proposer une vision cohérente et des propositions concrètes.

Les questions européennes se meurent d'avoir été si longtemps délaissées. Nous n'avons plus le droit de commettre cette erreur!

Signataires:

Alain Bernard, Sylvain Bonnet, Cédric Denis-Remis, Jérôme Dupuy, Cynthia Fleury, Alexandre Heully, Gaëlle Le-Goff, Guillaume Klossa, Lena Morozova-Friha, Sébastien Maillard, Aurélie Motta-Rivey, Denis Simonneau, Cédric Villani.

MINES ParisTech

Le 4 juillet 2016



L'Union Européenne : Etat des lieux et propositions concrètes



Europa Nova vous invite à la conférence de lancement du programme **Nouveau Pacte pour l'Europe**

Lundi 4 juillet, de 17h30 à 19h30 à MINES ParisTech.

Avec Cédric **Denis Rémis**, Denis **Simonneau**, Guillaume **Klossa** et Stéphane **Cossé**.

La conférence sera suivie d'un cocktail dînatoire dans le jardin de l'École des mines de Paris.

RSVP : lena.morozova.friha@europanova.eu

[A propos d'Europa Nova](#)

Une plate-forme civique pour l'Europe

Ouest France 15/10/2016

Lancer une convention civique pour l'Europe. C'est l'objectif de la fondation EuropaNova qui se réunit ce samedi à Paris en présence de François Hollande.

Comment relancer l'Europe après le Brexit ? La question taraude les capitales, mais au niveau politique, le risque de paralysie n'a jamais paru aussi grand. Fracture Est-Ouest, Nord-Sud, crise migratoire. La montre tourne, et le sursaut attendu tarde. Alors, par où commencer ?

« Cela ne viendra pas d'en haut », assure Guillaume Klossa, fondateur d'EuropaNova, espace de réflexion sur l'avenir de l'Europe. « La crise de confiance est trop forte vis-à-vis des institutions. Le sujet, ce n'est pas l'Europe, mais les Européens. Les sondages nous disent que 150 millions de personnes pensent que nous avons un avenir en commun. C'est peut-être le premier parti d'Europe, et on ne le voit pas. Comment lui donner vie ? Seul un mouvement civique peut donner l'impulsion ».

C'est l'objet de la première convention* organisée demain à Paris. Des têtes connues seront de la partie. Des politiques, Daniel Cohn-Bendit, Michel Barnier, Guy Verhofstadt, Jo Leinen, Sylvie Goulard. Des savants, Cédric Villani. Des journalistes engagés, Roberto Saviano. Des économistes. Tout un panel qui travaille depuis des mois à une plate-forme civique.

« L'enjeu est de rassembler des gens qui partagent les mêmes valeurs », explique Guillaume Klossa. « Celles du vivre ensemble, de l'humanisme qui est l'Adn de l'Europe depuis la Renaissance. Depuis deux siècles, nous avons progressé parce que nous avons su inventer des droits et des libertés nouvelles. La question, aujourd'hui, c'est de déterminer ceux et celles du XXIème ». Sous peine de perdre définitivement l'influence déjà entamée de l'Europe sur la scène mondiale.

Comment ? « En présentant une feuille de route ». Déjà testée au Parlement européen. Déjà reprise par Jean-Claude Juncker dans son discours sur l'État de l'Union le mois dernier. « Au niveau industriel, on peut lancer une série de plans pour changer le quotidien des Européens. En matière d'habitat urbain, de culture, aujourd'hui menacée par les géants du numérique américains, de politique agricole, de santé. Nous allons proposer au Conseil européen une feuille de route qui puisse être mise en œuvre dans les douze mois ».

En matière de droits, lesquels vous semblent menacés ? « Le pluralisme des médias, par exemple. Ou la confidentialité de nos données. Nous sommes le continent où la liberté individuelle et le respect du droit sont les plus avancés dans le monde. La responsabilité de ma génération, c'est d'inventer la suite de l'histoire européenne ».

Michel Barnier appelle à mutualiser l'effort de défense en Europe



Michel Barnier, avec Thomas Friang, d'Open Diplomacy

Lors d'une conférence organisée par le think-tank Europanova, le 15 octobre, Michel Barnier, conseiller spécial du président de la Commission sur la question de la défense, a plaidé pour consacrer jusqu'à 3 à 4 milliards d'euros du budget européen aux enjeux de la défense.

La conférence Europa est la convention du Mouvement du 9 Mai, initié par Guillaume Klossa, dont Michel Barnier est co-signataire.

« Nous avons accumulé un retard d'investissement énorme ! » a assuré l'ex-candidat à la présidence de la Commission, en assurant qu'il fallait de façon urgente utiliser tous les outils disponibles dans l'arsenal européen pour développer une vraie politique de défense. Un point de vue a priori soutenu par l'opinion publique française : 6 Français sur 10 se disent convaincus que l'Europe apporte des solutions sur la question de la sécurité.

Le premier enjeu, celui du financement, est selon lui crucial. Il prendrait la forme d'un fonds européen de défense, réalisé dans l'esprit du plan Juncker. « On pourrait avoir un budget de 3 à 4 milliards d'euros dans le prochain paquet budgétaire. Cela permettrait d'assurer environ un million d'emplois hautement qualifiés ».

Aux États-Unis, ce sont 18 milliards d'euros qui sont consacrés à la recherche en matière de défense, a rappelé le Républicain, en reconnaissant que l'Europe n'arriverait pas au même résultat, mais pourrait au moins se dire autonome sur les composants clés.

« Aujourd'hui, nous avons 6 pays européens qui construisent des frégates militaires, et 23 modèles d'hélicoptères. Il faut mutualiser les efforts budgétaires et les concentrer » assure l'ancien commissaire, qui déplore que les budgets de défense en Europe se consacrent à 55 % en dépenses de ressources humaines, contre seulement un tiers aux États-Unis.

Or selon lui, la création de brigades communes pourrait répondre à cet éclatement des capacités militaires. La coopération structurée est un des outils disponibles pour les États qui le souhaitent, qu'il serait possible de mettre en place entre Allemands, Italiens, Français et Polonais.

À propos du Brexit, Michel Barnier qui est aussi membre de la task-force sur le Brexit mise en place par la Commission, l'ancien commissaire a indiqué que son équipe se préparait sans agressivité, sans esprit de revanche, sans idéologie et sans naïveté ».

« Sur la défense, c'est à la fois grave et à la fois avec moins de conséquences que pour les autres sujets, pour eux et pour nous » estime le spécialiste, rappelant que les Anglais n'ont jamais voulu être dans des opérations communautaires, et se sont toujours opposés à l'idée d'un QG européen, dont l'idée a été remise sur la table le 14 septembre dernier lors de son discours sur l'État de l'Union.

Les Britanniques sont en effet membre de l'agence de défense, qui n'est pas une agence communautaire, mais intergouvernementale.

Sur la question de la création d'une armée européenne, évoquée par Juncker, M. Barnier a indiqué que le mot avait été prononcé pour tâter le terrain, mais que le sujet n'était pas d'actualité pour une question de souveraineté : il faudrait en effet pour cela changer les traités. En revanche, il a estimé que l'Eurocorp, à Strasbourg, qui participe régulièrement à des opérations de l'OTAN, est la bonne formule.

L'ancien commissaire a clos son intervention en faisant référence à la déclaration de St Malo signée par Tony Blair et Jacques Chirac en matière de défense, qui faisait référence à une stratégie « autonome et solidaire ». « Si nous ne sommes pas ensemble, nous sommes foutus » a résumé le conseiller.

Contexte

L'Appel du 9 Mai s'appuie sur 6 propositions principales :

1. Renforcer la démocratie et la culture européenne

Comment se penser européen sans une culture citoyenne partagée ? Les Etats doivent mettre en place une éducation civique européenne commune, et prendre l'engagement que le futur président de la Commission européenne sera choisi en fonction du résultat des urnes. De plus, grâce à une clarification des règles, les référendums sur l'appartenance à l'UE ne doivent plus donner lieu à des marchandages. L'Europe à la carte n'est pas une option.

2. Assurer la sécurité et la défense des citoyens européens

Ce point est indispensable à l'exercice normal de la démocratie. Les Etats doivent tenir leurs engagements en matière de sécurité intérieure – renforcer les échanges en matière policière (Europol), judiciaire (Eurojust) et de renseignement – et mettre en œuvre sur le plan extérieur une politique moderne des frontières, basée sur un corps européen de gardes-frontières et des infrastructures de contrôle et d'accueil en accord avec nos valeurs. En parallèle, l'Union doit se doter d'une politique de stabilisation des régions avoisinantes, tant sur les plans économique et culturel que diplomatique et militaire.

3. Apporter une réponse d'envergure au défi des réfugiés

L'accord avec la Turquie n'est pas la solution à long terme. Le pays est débordé, les trafics prospèrent sur d'autres routes. L'Europe doit choisir une autre voie : accueillir, intégrer, former et préparer les conditions d'un retour des réfugiés. Il ne s'agit pas d'accueillir tous les réfugiés, mais ceux prêts à s'intégrer et à accepter nos valeurs. Une telle politique ne sera admise par les citoyens européens que si l'Europe améliore leur quotidien.

4. Développer une nouvelle politique industrielle européenne

C'est tout l'enjeu d'une seconde phase du plan Juncker, pour relancer la croissance : investir dans les industries d'avenir ayant un effet puissant sur la création d'emplois de proximité, moderniser durablement notre économie et asseoir notre avantage compétitif. De cette « politique industrielle commune » dépend notre autonomie. A titre d'exemple, un plan de développement et de restauration de l'habitat, associé à l'utilisation des matériaux nouveaux et des technologies numériques, transformerait la vie de nos concitoyens et nous donnerait un leadership mondial dans ce secteur. Nous préconisons cinq autres plans ciblés pour les transports, les énergies renouvelables, les compétences numériques du futur, la santé et les industries culturelles et créatives.

5. Achever la zone euro

Il faut renforcer son potentiel de croissance, sa capacité à faire face à des chocs asymétriques, et favoriser la convergence économique et sociale. Cela passe par de nouvelles prérogatives pour le mécanisme européen de stabilité. Envisageons concrètement une capacité budgétaire pour la zone euro et achevons rapidement l'Union bancaire, tout en corrigeant ses défauts.

6. Mettre en place un Erasmus des collégiens

L'enjeu est simple : démocratiser Erasmus et élargir l'horizon culturel de tous les jeunes citoyens européens, pour promouvoir l'égalité des chances et un sentiment d'appartenance commune.

Ces initiatives replacent le citoyen au cœur du projet et encouragent la croissance, l'emploi et l'innovation. Elles peuvent être mises en place, s'il existe une volonté politique, dans les deux ans et demi à venir. Roosevelt l'a fait en 1933 avec le New deal. Nos économies avancées en sont capables, via les marges non utilisées du budget européen et grâce à de nouvelles ressources. Ressources propres et emprunt européen auprès de la BEI sont des solutions à envisager.

A moyen terme, la mobilisation et une réflexion collective des citoyens européens doivent constituer les prémices d'une nouvelle conférence intergouvernementale ou d'une nouvelle convention européenne, pour faire de l'Europe une grande puissance démocratique, culturelle et économique, garantissant en son sein la solidarité, et des droits fondamentaux aujourd'hui menacés, une puissance qui se donne les moyens de sa souveraineté. Le nouveau traité qui en résultera pourrait ne s'appliquer qu'aux Etats souhaitant une intégration plus approfondie, convaincus qu'un intérêt général européen ne se limite pas à la somme des intérêts nationaux.

Tout cela n'est possible que si les dizaines de millions d'Européens convaincus que notre avenir s'écrit ensemble se mobilisent dès maintenant. Nous les invitons à nous rejoindre.

Plus d'information

Elysée

Discours de François Hollande le 15/09

Efficacité et Transparence des Acteurs Européens © 1999-2017. EURACTIV.com plc | Termes & conditions | Nous contacter



Britain & the EU 2017 and beyond

Britain & the EU, 2017 and beyond

22 November 2016

7pm to 9pm

British Council, Turner Room, Invalides, Paris

On November 22nd, I will be speaking at the British Council about Britain & the EU, 2017 and beyond together with Edward Archer, former CEO and Chairman of HSBC Private Bank and Frederico Alcantara de Melo, from the Council of Europe Development Bank in Paris. I will discuss what Brexit means for the Scientific Community and how scientists have always believed that all barriers to international cooperation which include barriers against temporarily or permanently moving to another country are neither in the interest of science nor in the longer-term interest of society. I will explain what new arrangements can be struck between the UK and the EU to ensure the best possible conditions for scientific collaboration between scientists and their institutions in the UK and the rest of Europe.